

AP n° 2025-APC-148-IC

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
instaurant de nouvelles prescriptions applicables
à l'installation de stockage de déchets non dangereux
SOCIÉTÉ SUEZ RV NORD EST
Ecopôle de la Côte Plate, 51300 Huiron

Le Préfet de la Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;
Vu l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;
Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2005-A-55-IC du 5 juillet 2005 autorisant la société TRAVADEC à exploiter un centre de stockage de déchets non dangereux sur la commune de Huiron ;
Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2019-APC-048-IC du 25 avril 2019 autorisant la société SUEZ RV NORD EST à modifier ses installations ;
Vu les modifications notables, portées à la connaissance du Préfet par la société SUEZ RV NORD EST le 31 mars 2025, concernant la demande d'allègement de la surveillance des lixiviats bruts et traités et la modification de la structure des couvertures finales des subdivisions de déchets ;
Vu le rapport de l'inspection chargée des installations classées en date du 12 juin 2025 ;
Vu le courrier transmis à l'exploitant le 16 juin 2025 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;
Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 20 juin 2025.

Considérant la demande de modification n° 1 de l'exploitant qui consiste à arrêter la surveillance des substances du tableau 3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 ;
Considérant que l'exploitant dispose de suffisamment de campagnes de mesure de ces substances pour que les données de surveillance soient représentatives des émissions ;
Considérant que toutes les données de surveillance de ces substances étant inférieures à 25 % de la valeur limite de concentration (25 µg/l), les émissions peuvent être considérées comme stables et la surveillance peut être adaptée sans être abandonnée pour autant ;
Considérant que, dans tous les cas, la nouvelle fréquence de surveillance ne peut pas être inférieure à une fréquence annuelle et que la surveillance des substances du tableau 3 de l'Annexe I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 peut donc passer d'une fréquence trimestrielle à une fréquence annuelle ;

Considérant la demande de modification n° 2 de l'exploitant qui consiste à arrêter la surveillance des lixiviats traités (perméats) étant donné qu'ils ne sont pas rejetés directement en milieu naturel mais envoyés dans une installation de traitement par évaporation ;

Considérant que rien ne s'oppose à cet arrêt de surveillance qui ne contribue pas au suivi de l'impact du site sur son environnement étant donné que les perméats sont envoyés dans un évaporateur dont les rejets atmosphériques sont suivis ;

Considérant la demande de modification n° 3 de l'exploitant qui consiste à pouvoir appliquer l'article 35 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 concernant la structure de la couverture finale des casiers de déchets, et non plus l'article 8.1.5.3 de l'arrêté préfectoral n° 2019-APC-48-IC du 25 avril 2019 ;

Considérant que cette demande avait déjà été autorisée par courrier du 10 novembre 2022 de l'unité départementale de la Marne ;

Considérant que les modifications envisagées ne constituent pas des modifications substantielles de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

Considérant néanmoins que, bien que les modifications envisagées ne soient pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires.

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

ARRÊTE

Article 1 : Objet

La société SUEZ RV NORD EST, dont le site d'exploitation est implanté à l'Ecopôle de la Côte Plate, 51300 Huiron, est autorisée à poursuivre l'exploitation de ses installations en respectant, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du Préfet, les dispositions des articles suivants.

Article 2 : Adaptation de la fréquence de surveillance de certaines substances dans les lixiviats bruts

L'exploitant exerce une surveillance des substances du tableau 3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié (« 3 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau ») selon une fréquence annuelle.

Article 3 : Adaptation de la surveillance des lixiviats traités (perméats)

La disposition « Les perméats font l'objet d'un contrôle annuel des paramètres définis à l'article 4.3.11. » de l'article 4.3.8.2.2. de l'arrêté préfectoral n° 2019-APC-48-IC du 25 avril 2019 est abrogée.

Article 4 : Structure de la couverture finale

L'article 8.1.5.3. de l'arrêté préfectoral n° 2019-APC-48-IC du 25 avril 2019 est abrogé. La structure de la couverture finale des casiers de déchets (subdivisions 19 et suivantes) doit respecter l'article 35 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016.

Article 5 : Délais et voies de recours

En application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25 rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne cedex : (soit par courrier soit par le biais du site de téléprocédures www.telerecours.fr)

1° par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 dans un délai de deux mois du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1er jour d'affichage.

Conformément à l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Conformément à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou de dépôt du recours contentieux.

Article 6 : Droits des tiers

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du Préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement. Le Préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut de réponse, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le Préfet fixe les prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du Code de l'environnement.

Article 7 : Exécution et diffusion

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information, à la Délégation territoriale Marne de l'Agence régionale de santé, au Service interministériel de défense et de protection civile, à la Direction départementale des territoires – service urbanisme, au Service départemental d'incendie et de secours de la Marne, à la Direction de l'agence de l'eau Seine-Normandie ainsi qu'à Monsieur le Maire de HUIRON qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite à Monsieur le Directeur de la Société SUEZ RV NORD EST dont le siège social est situé à l'Espace Européen de l'Entreprise, 17 rue de Copenhague, 67300 SCHILTIGHEIM.

Monsieur le Maire de HUIRON procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la Direction départementale des territoires de la Marne.

Cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'Etat dans le département de la Marne pendant une durée minimale de 4 mois.

Châlons-en-Champagne, le

04 JUIL. 2025

*Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général*

Raymond YEDDOU